Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 15 (1906)
Heft: 4

Artikel: Zum Lebensmittelgesetz
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-521733

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Basel, den 27. Januar 1906 — Bâle, le 27 Janvier 1906.

No. 4. — No. 4.

Abonnement

Für die Schweiz:
1 Monat Fr. 1.25
3 Monate „ 3.—
6 Monate „ 5.—
12 Monate „ 8.—

Für das Ausland:
(inkl. Portozuschlag)
1 Monat Fr. 1.50
3 Monate „ 4.—
6 Monate „ 7.—
12 Monate „ 12.—

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

7 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt.

Vereins-Mitglieder bezahlen 3½ Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.

Abonnements

Pour la Suisse:
1 mois . . Fr. 1.25
3 mois . . „ 3.—
6 mois . . „ 5.—
12 mois . . „ 8.—

Pour l'Etranger:
(inclus frais de port)
1 mois . . Fr. 1.50
3 mois . . „ 4.—
6 mois . . „ 7.—
12 mois . . „ 12.—

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce.

Les Sociétaires payent 3½ Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.

Organ und Eigentum des **Schweizer Hotelier-Vereins**

15. Jahrgang | 15me Année

Erscheint Samstags.
Paraît le Samedi.

Organe et Propriété de la **Société Suisse des Hôteliers**

Redaktion und Expedition: **Sternengasse No. 21, Basel** ✱ **TÉLÉPHONE 2406** ✱ Rédaction et Administration: **Sternengasse No. 21, Bâle.**

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

Aufnahms-Gesuche. × Demandes d'Admission.

Fremdenbetten
Lits de maîtres

Monsieur C. Schwenter, propriétaire de l'Hôtel Mooser à Vevey 98

Parrains: MM. P. Koehler-Mooser, Vevey, et J. Schieb, Buffet, Bern.

Zu Gunsten des Tschumi-Fonds

der Fachschule sind noch eingegangen von:

Herrn **E. Hüni**, Direktor des Grand Hotel Brunnen in Brunnen . . . . Fr. 20.—

Nouvelles de la Société.

Résumé du procès-verbal

de la

Séance du Comité

et de la

Séance du Conseil de surveillance

du 9 Janvier 1906

à l'Hôtel Victoria à Zurich.

Séance du Comité

10 heures et demie du matin.

Sont présents:

M. *F. Morlock*, Président;
„ *J. Boller*, Vice-président;
„ *C. Kracht*, Suppléant;
„ *E. Mæcklin*, „
„ *O. Amsler*, Secrétaire.

Excusé: M. *F. Wegenstein* pour cause de maladie.

Débats:

Bureau central de propagande: Le principal sujet traité dans cette séance est le nouveau projet relatif à la création d'un bureau central de propagande, de concert avec l'Union des sociétés suisses de développement. L'on discute encore quelques questions de principe pour le Conseil de surveillance et l'on fixe quelle position le Comité prendra vis-à-vis de ce projet.

Concurrence déloyale: La Société des hôteliers de Bâle demande l'autorisation au comité, d'adopter le paragraphe d'expulsion 12 lit. c. des statuts de la Société suisse des hôteliers, comme paragraphe de punition dans une convention projetée, relative à la concurrence déloyale (on qualifierait de ce nom surtout des agissements faisant du tort à un collègue d'une manière directe). Cette mesure aurait vraisemblablement plus d'effet qu'une amende quelque forte qu'elle puisse être.

Le Comité estime cette demande non seulement justifiée, mais trouve que cette mesure devrait être appliquée partout où la concurrence déloyale se fait sentir. Le Comité se propose d'examiner chaque cas relatif au paragraphe 12 et se rapportant à un membre de la Société. Il faudrait que la concurrence déloyale fût suffisamment prouvée, éventuellement documentée. Lorsque l'expulsion deviendra nécessaire, celle-ci sera publiée dans l'organe d'après le mode usité jusqu'ici.

La séance est levée à midi et demie.

Séance extraordinaire du Conseil de surveillance.

2 heures de l'après-midi.

Sont présents:

De la **Sect. I:** M. *A. R. Armleder*, Genève;
„ *J. Tschumi*, Ouchy;
Excusé: „ *F. Küssler*, Bex.

De la **Sect. II:** M. *J. Schieb*, Berne;
Excusés: „ *J. Huber*, Soleure;
„ *E. Strübin*, Interlaken.

De la **Sect. III:** M. *A. Bon*, Rigi-First;
„ *E. Cattani*, Engelberg;
„ *O. Hauser*, Lucerne.

De la **Sect. IV:** M. *W. Hafen*, Baden;
„ *C. Kracht*, Zurich.
Excusé: „ *F. Wegenstein*, Neuhausen.

De la **Sect. V:** M. *R. Mader*, St-Gall;
„ *L. Kirchner*, Coire;
„ Dr. *O. Töndury*, Tarasp.

De la **Sect. VI:** Personne.
Excusés: M. Dr. *A. Seiler*, Zermatt;
„ *J. Seiler*, Gletsch.

De la **Sect. VII:** M. *C. Reichmann*, Lugano.

Du **Comité**
sont présents: M. *F. Morlock*, président;
„ *J. Boller*, viceprésident;
„ *E. Mæcklin*, adjoint;
„ *O. Amsler*, secrétaire.

Sur la proposition du président il sera envoyé à M. *Wegenstein* un télégramme lui souhaitant un prompt rétablissement.

Question à l'ordre du jour:

Création d'un bureau central de propagande, de concert avec l'Union des sociétés de développement.

Débats.

Le Comité de surveillance passe au troisième débat la question de la création d'un bureau central de propagande. Cette question occupe la Société depuis trois ans et les membres demandent sa solution d'une manière toujours plus pressante. Bien que le projet 3 ait été accueilli en général favorablement, dans le cours des débats, la majorité du Conseil a formulé le désir qu'avant l'adoption définitive du projet, l'on s'adresse encore une fois à la Direction générale des Chemins de fer fédéraux pour s'assurer, si celle-ci ne s'unirait pas à la Société des hôteliers pour la propagande, dans le cas où cette dernière s'engagerait à payer le double de la somme offerte, il y a deux ans, c'est-à-dire fr. 50,000 par an.

A la demande si le Comité de la Société voulait se charger de cette démarche, M. le président Morlock répond qu'avant l'élaboration du projet 3, le Comité s'est adressé encore une fois aux C. F. F. et a reçu une réponse négative; donc le Comité a fait son possible dans cette affaire. Enfin le Comité se sent moralement engagé vis-à-vis de l'Union des Sociétés suisses de développement et pour ces deux raisons, il ne peut se charger de cette démarche. On nomme alors une députation, composée de MM. J. Tschumi, O. Hauser et Dr. O. Töndury qui se rendra à Berne, pour faire les démarches nécessaires.

A la suite de cette résolution, on priera l'Union des Sociétés suisses de développement de remettre à plus tard son assemblée de délégués fixée au 27 janvier, et dans laquelle le projet 3 devait être discuté.

Les délibérations avec les C. F. F. doivent prendre place aussitôt que possible, afin que cette question si brûlante puisse être liquidée au plus vite.

Clôture de la séance à 6 heures.

Le Président: ***F. Morlock.***
Le Secrétaire: ***O. Amsler.***

Zum Lebensmittelgesetz.

Gegenwärtig schwebt das eidgenössische Lebensmittelpolizeigesetz, das anfangs Januar offiziell publiziert wurde, in der Prüfungszeit. Diese beträgt 90 Tage und wird am 3. April ablaufen. Es hat also eine Art Quarantäne zu passieren. Vorerst bleibt abzuwarten, ob dem von den eidgenössischen Räten mit respektabler Mehrheit angenommenen Gesetz, dem als einem Polizeigesetz ein etwas widriger Beigeschmack anhaftet, aus interessierten Fachkreisen, sei es von Grossisten, Verkäufern, Konsumvereinen etc., ernsthafte Gegner erwachsen, welche es unternehmen, während den 90 Referendumstagen die 30,000 Unterschriften zu sammeln, die nötig sind, um das Gesetz der Volksabstimmung zu unterstellen. (Soeben verlautet, der Verband Schweizerischer Konsumvereine wolle das Referendum ergreifen. Die Nachricht bedarf der Bestätigung.) Um einer allfälligen derartigen Bewegung gegenüber richtig Stellung nehmen zu können, ist das erste Erfordernis für jeden stimmfähigen Bürger, das Gesetz nicht nur vom Hörensagen, sondern infolge eigener Lektüre und Prüfung zu kennen. Nur blindlings auf Schlagworte von Freunden oder Gegnern hin für oder gegen das Gesetz Stellung zu nehmen, hätte für Leute, die sich politischer Schulung und überzeugter demokratischer Gesinnung aufrichtiger Republikaner rühmen, keinen Sinn. Jeder soll seinen Standpunkt pro oder contra begründen können. Um nun in unserm Leserkreise die Kenntnis des pendenten Gesetzes rechtzeitig zu vermitteln, soweit sie noch nötig sein sollte, erachten wir den Abdruck desselben in der „Hotel-Revue" als den einfachsten und sichersten Weg. Wer sich dafür interessiert, behält sich die Nummer auf, um jederzeit nachsehen zu können, wenn sich dazu Anlass bietet.

Der Abdruck in unserm Organ ist aber auch dadurch begründet, weil das neue Gesetz ein für das Hotelwesen sehr wichtiges ist. Gerade in dieser Branche hat sich ja längst das Bedürfnis nach richtiger und sorgfältiger Kontrolle der Lebensmittel geltend gemacht. Eine solche bedingt natürlich einen grossen polizeilichen Apparat, im gewissen Sinne auch einen neuen Zweig von Bureaukratie. Aber wenn auch im Volke resp. in den einschlägigen Interessentenkreisen für diese Zugaben keine Vorliebe herrscht, so ist zu bedenken, dass sie eben doch nötig sind. Wer den Zweck will, muss auch die Mittel wollen. Der Zweck des Gesetzes ist, die ehrlichen Produzenten sowohl als auch die Konsumenten gegen Fälschung der Lebens- und Genussmittel zu schützen. Ein Zweck also, über dessen Berechtigung und grosse Wichtigkeit keine Meinungsdifferenz besteht! Zur Erreichung dieses Zweckes braucht es naturgemäss einen weitgreifenden Polizei- und Vorschriften-Apparat, den man sich eben gefallen lassen muss.

Es darf aber daran erinnert werden, dass in vielen Kantonen die Lebensmittelpolizei bis anhin schon eine sehr ausgebildete und gut funktionierende war, das Gesetz also für diese keine umwälzende Neuigkeit ist. Wird die Lebensmittelpolizei nun für alle Kantone gleich und einheitlich, so ist das gewiss doch ein grosser Fortschritt. Die Erfahrung wird, wenn das Gesetz am Referendum nicht vor der Geburt stirbt, im Lauf der Zeit lehren, ob die Form des gesetzlichen Schutzes im Verkehr und Verkauf von Nahrungs- und Genussmitteln die richtige und genehme ist. Die Hoteliers als Käufer für einen grossen Teil von Konsumenten werden wohl aus eigener Erfahrung im Verkehr mit den Händlern und Grossisten dann beurteilen können, ob der einheitliche Apparat nach Wunsch funktioniert.

Wir wollen noch daran erinnern, dass das Volk selbst dem vorliegenden Gesetze gerufen hat, in dem durchweg herrschenden Gefühl, dass solche gesetzliche Bestimmungen notwendig seien.

Am 15. Oktober 1897 nämlich ist dem Bund vom Volk (mit 162,350 gegen 86,955 Stimmen) die Kompetenz eingeräumt worden, gesetzliche Bestimmungen zu erlassen: „a) über den Verkehr mit Nahrungs- und Genussmitteln, b) über den Verkehr mit andern Gebrauchs- und Verbrauchsgegenständen, soweit solche das Leben und die Gesundheit gefährden können. Die Ausführung der bezüglichen Bestimmungen geschieht durch die Kantone unter Aufsicht und mit der finanziellen Unterstützung des Bundes. Dagegen liegt die Kontrolle der Einfuhr an der Landesgrenze dem Bunde ob."

Das heute vorliegende Gesetz ist nichts anderes, als die Konsequenz jener Volksabstimmung, die Frucht vieljähriger parlamentarischer Arbeit und Beratung. Ob sie das Volk für geniessbar hält, das sollen die 90 Referendumstage und eventuell die Volksabstimmung selbst an den Tag bringen.

Wenn wir heute das Gesetz in unserm Blatte abdrucken, so hat das auch den Zweck, die Diskussion darüber anzuregen. Diese selbst soll für den Interessentenkreis der Hoteliers zur Abklärung beitragen helfen. Es soll sich darauf erweisen, wie in diesen Kreisen über das Gesetz geurteilt wird, ob sie einer event. Referendumsbewegung sich anschliessen werden oder nicht. Diese unsere Geleitworte dazu sollen natürlich keine Stellung markieren, sondern sind nur allgemein orientierender Natur, die wir als in der Aufgabe der Redaktion liegend erachten.

Wir verweisen also unsere Leser auf das nachfolgend abgedruckte Gesetz und sind allfällige Disskussionsbeiträge darüber mit Vergnügen gewärtig.

A-n.

Bundesgesetz

betreffend den

Verkehr mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen.

(Vom 8. Dezember 1905.)

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Der Beaufsichtigung nach Massgabe dieses Gesetzes unterliegen:

a) der Verkehr mit Lebensmitteln (Nahrungs- und Genussmittel);

b) der Verkehr mit Gebrauchs- und Verbrauchsgegenständen, soweit solche das Leben oder die Gesundheit gefährden können.

Art. 2. Die Beaufsichtigung findet im Innern der Kantone und an der Landesgrenze statt.